

L'inégalité pour les lycéenEs face à la "continuité pédagogique"

Article publié sur le site du NPA



Ce texte a été écrit par des lycéenEs ayant participé activement aux dernières mobilisations, notamment contre la réforme du bac et les les E3C. Ils et elles témoignent de la situation dans les lycées dans le contexte de la crise du coronavirus.

Depuis le 12 mars, tous les établissements scolaires sont fermés en France. Une mesure demandée par un grand nombre d'organisations syndicales afin de protéger toute la population face au coronavirus. Le gouvernement, voulant à tout prix maintenir des cours et surtout les épreuves de fin d'année, a donc mis en place une prétendue « *continuité pédagogique* » pour que les enseignantEs restent en lien avec les élèves par internet.

Travailler plus pour combler les défaillances du ministère ?

Mais, comme on pouvait s'y attendre et contrairement à ce que dit le ministre de l'Éducation Jean-Michel Blanquer, elle a été improvisée, sans aucune préparation. Pourtant, le gouvernement avait des exemples dans d'autres pays ou même dans certaines régions de France. Ainsi, dès le premier jour, l'ENT (le site des lycées) était complètement saturé alors que le gouvernement annonçait que le serveur était capable de supporter ces plusieurs millions de connexions.

CertainEs enseignantEs voulant nous aider au maximum ont trouvé des alternatives pour pouvoir faire cours malgré le fait qu'ils et elles se retrouvent seulEs, sans consigne et sans moyen numérique efficace mis en place, en prenant de leur temps personnel et utilisant des applications telles que Discord, Snapchat, Zoom, etc. Mais ce n'est pas à eux et elles de travailler plus pour combler les défaillances du ministère !

Fracture numérique, fracture sociale

À cause du gouvernement, les mesures sont différentes d'un établissement à un autre, voire d'une classe à une autre. D'ailleurs dans les filières professionnelles, aucune alternative n'est proposée pour les cours d'atelier qui constituent la majorité des heures.

Mais surtout, au sein d'une même classe, les élèves ne sont pas égaux et égales face à l'accès aux cours. Aujourd'hui beaucoup d'élèves n'ont pas accès à internet, ou ont un accès limité.

En réalité, cette fracture numérique révèle surtout une fracture sociale car elle concerne en particulier les élèves des classes populaires.

D'ailleurs le gouvernement fait prendre de grands risques à une partie de ses élèves en rendant obligatoire pour eux d'aller chercher eux-mêmes des cours papiers au lycée. De plus certain-e-s doivent s'occuper de leurs frères et sœurs ou de tâches ménagères lorsque leurs parents travaillent toujours. Et les élèves qui ont besoin d'un accompagnement personnalisé comme des Accompagnants des élèves en situation de handicap (AESH), souvent parmi les familles les plus précaires, ont été totalement laissés à l'abandon.

« Aucun enfant sur le bord de la route » ?

Nous ne pouvons pas en être surpris car même si Blanquer a dit ne vouloir laisser « *aucun enfant sur le bord de la route* », toute sa politique comme celle de ses prédécesseurs nous a montré que pour lui et tous les capitalistes, l'éducation doit être rentable et élitiste. La surcharge de travail que beaucoup d'élèves et de profs ont pendant ces semaines qui sont déjà angoissantes et pénibles pour beaucoup d'entre nous illustre la vision capitaliste de l'éducation du gouvernement, centrée sur la productivité, la concurrence entre les établissements et la mise sous pression du personnel et des élèves, mais surtout inégalitaire selon notre classe sociale et notre lieu de vie.

Blanquer a déclaré que le bac serait maintenu sous une forme différente qu'il annoncera dans la semaine, et le contrôle continu devient de plus en plus probable au vu de ses annonces et des décisions prises à l'étranger. On ne peut pas l'accepter !

Nos conditions d'études ne permettent pas le déroulement d'un bac sous sa forme actuelle avec des épreuves nationales, néanmoins, rien ne justifie que le gouvernement en profite pour avancer sur la mise en place d'un bac totalement fait de contrôle continu soit un bac local creusant toujours plus les inégalités entre les lycées de centre ville et de banlieues !

Se mobiliser dès que possible

Profitant de la situation, le gouvernement met en en place des mesures antisociales comme nous l'avons bien vu avec le 49.3 puis la loi de finances et la loi d'urgence, et c'est aussi le cas dans l'éducation avec la suppression de la DHG (dotation horaire globale). Elle entraîne elle-même la suppression de postes pour la plupart des profs « contractuels », c'est-à-dire de profs n'ayant pas le statut de fonctionnaire. Cela a des conséquences telles que la fermeture d'écoles et de classes, l'augmentation d'effectifs

d'élèves par classe, la fermeture de filières... Même dans cette période de grave crise sanitaire, leur priorité n'est pas de protéger la population mais de continuer à casser nos services publics !

Cette année scolaire a été marquée par des mouvements sociaux importants dans les lycées contre la réforme des retraites et surtout la réforme de la filière générale : par notre lutte, nous avons fait annuler des épreuves de bac dans plus de 40% des établissements !

Le capitalisme a besoin que l'école soit l'outil de la reproduction sociale au service de la classe dominante, nous souhaitons une école qui soit l'outil de l'émancipation de touTEs.

Même si nous ne savons pas quand cette crise sanitaire sera finie, ce que nous savons c'est que l'on devra se mobiliser dès que possible face à la crise sociale, cette fois-ci renforcée par les mesures de ce gouvernement piétinant sous couvert de l'urgence nos acquis sociaux.

Face à cela, nous continuons de nous organiser et de discuter dans des assemblées générales dématérialisées comme dans des coordinations lycéennes nationales, pour préparer la riposte par la mobilisation !

Charlotte Eissner;Elisee L;Jeroen A;Sahilane Arfa;Yann R, le 2 avril 2020